

Enjeux du développement et du perfectionnement de la démocratie soviétique

En marge de l'article de Grover Furr intitulé "Staline et la lutte pour la réforme démocratique"

Le grand mérite de cet article est d'abord de remettre en cause la version officielle de l'Histoire soviétique telle qu'elle nous est dépeinte par l'ordre bourgeois et en particulier de détruire le mythe trotskiste-khroutchéviste bourgeois d'un Staline ayant régné sur l'URSS comme un dictateur sanguinaire.

Cependant, dans son œuvre de re-découverte de la réalité politique soviétique, le camarade Grover Furr n'a pu éviter tous les écueils. L'essentiel est que pour lui, loin d'être le "dictateur" totipotent qu'ont dépeint les ennemis du socialisme, Staline n'a au contraire pas pu mettre en œuvre ce qu'il aurait voulu et a, à plusieurs reprises, été mis en minorité notamment en ce qui concerne la gestion de la démocratie au sein du PCUS (b) et de l'Etat soviétique. Comme nous allons le voir, c'est partiellement vrai.

Il faut d'abord bien avoir en vue un fait évident : la jeune URSS est née et s'est développée dans la douleur. Aux destructions provoquées par l'intervention militaire étrangère impérialiste soutenant les armées blanches aussitôt après la première Guerre mondiale s'est succédée dans les années 1930 la volonté d'établir un blocus diplomatique autour de l'URSS afin de fédérer contre elle les régimes fascistes d'Europe et d'Asie qui devaient voir en elle des territoires à coloniser librement, c'est-à-dire sans avoir à empiéter sur les plates-bandes anglo-américano-françaises. Au final, le système impérialiste mondial est ainsi parvenu à imposer à l'URSS et à ses peuples une guerre barbare d'extermination. Même au lendemain de cette terrible épreuve, les puissances impérialistes continuèrent à envisager l'usage de la force contre l'URSS : à peine l'Allemagne et le Japon furent-ils vaincus qu'à Washington, certains rêvaient de raser les grands centres industriels soviétiques à l'aide de la bombe atomique, et seule la puissance militaire soviétique couplée à la haine de l'opinion publique pour de telles aventures les en dissuada. Pour autant, avec la proclamation de la Guerre froide par Winston Churchill en 1946, la pression resta grande sur l'URSS qui ne ménagea pourtant pas son soutien à la lutte de libération anti-impérialiste (Chine, Corée, etc.)

Au cours des trois premières décennies de son existence, l'URSS a ainsi été telle une citadelle assiégée, et quand bien même, dès la fin des années 1930, il n'existait plus de classe exploiteuse constituée, les débris des classes exploiteuses déchues continuaient de représenter un danger potentiel dans la mesure où ils pouvaient compter sur l'hostilité constante des puissances impérialistes qui ne cessèrent jamais de rêver à la destruction du premier Etat des travailleurs.

Nous pouvons maintenant entrer dans le sujet qui nous préoccupe, l'instauration et le développement de la démocratie socialiste en URSS sous la direction de Staline, au lendemain même de la mort du chef historique de la révolution d'Octobre, Lénine.

La première préoccupation du pouvoir soviétique fût d'assurer le relèvement de l'économie nationale après plus de huit années de destructions, de désorganisation et de pénurie. Cette tâche, menée parallèlement à l'expropriation immédiate des capitalistes nationaux et étrangers dans toute la grande industrie et de confiscation des terres appartenant à la noblesse dans les campagnes, fût menée à bien en une poignée d'années et dès 1927, Staline ouvrit une perspective nouvelle : tout en continuant à donner la priorité au développement accéléré de l'industrie lourde de production des

moyens de production, consolider et diversifier cette industrie et l'utiliser pour finir de refouler les petits capitalistes de la ville tout en éliminant la dernière classe d'exploiteurs de la campagne, les koulaks, au moyen de la mécanisation de l'agriculture. Le premier plan quinquennal (1928-1932) vit ainsi la grande masse des paysans pauvres et moyens se hisser au rang de paysans coopérés n'ayant plus à redouter le pouvoir des anciens usuriers.

Ce processus posa une base solide pour le rapprochement de la grande masse de la paysannerie soviétique d'avec le pouvoir prolétarien. Cette alliance se consolida sans surprise au cours du second quinquennat (1933-1937) et dans ces conditions, c'est tout naturellement que le pouvoir soviétique envisagea la fin des restrictions électorales frappant les citoyens soviétiques des campagnes.

Dès lors, il peut sembler légitime de déclarer qu'à priori le risque intérieur de renversement du pouvoir soviétique n'existait plus, et que dès lors, comme le sous-tend Grover Furr, se posait la question de la disparition de l'Etat et de la relégation du rôle du Parti aux tâches d'agitation et de propagande.

Comme le soulignait Karl Marx alors qu'il tirait les enseignements de la Commune de Paris, la dictature du prolétariat ne peut exister que si les représentants élus du peuple n'ont pas la possibilité de se couper de lui, c'est pourquoi il soulignait la nécessité que ces élus soient potentiellement révocables en cours de mandat. Cette conception de la démocratie est à l'opposé de celle de la bourgeoisie où les élus jouissent d'une immunité de facto, pendant, et même souvent après leur mandat. La bourgeoisie sait en effet remercier grassement ceux qui font la sale besogne au grand jour pour elle, alors qu'elle leur donne les ordres en coulisse...

Mais en quoi cette révocabilité des élus, à priori inutile sous le socialisme (puisque n'existe plus de classe exploiteuse constituée qui pourrait exercer son lobbying), est pourtant vitale à la survie et au développement du nouvel ordre social ?

La raison fondamentale en est simple : sous le socialisme, l'appareil d'Etat est infiniment plus puissant que sous le capitalisme où il n'est en fait qu'une forme sophistiquée de syndicat des capitalistes nationaux maquillé en "représentant légitime" de tout le peuple dans le but de duper les masses exploitées.

Sous le socialisme, l'Etat concentre le pouvoir politique comme économique. Le Parti communiste, en tant qu'élite de la classe ouvrière, doit évidemment être aux commandes. Pourtant, cela ne suffit pas à garantir que l'on restera sur les rails menant au socialisme.

En effet, comme l'a si bien souligné Staline, la conscience des hommes retarde souvent sur l'évolution de leur existence sociale. La transformation des mentalités est ainsi une œuvre de longue haleine et certaines survivances léguées par le capitalisme sont difficiles à extirper de leur conscience. Une attention particulière doit être réservée aux individus qui occupent une place sensible au sein des appareils d'Etat et de l'administration des entreprises : détourner une partie de produit social à des fins personnelles ou de jouir de privilèges "inhérents" à une haute fonction, des pratiques habituelles en régime bourgeois, peuvent être une tentation et un danger réels même sous le socialisme.

En effet, si ces faits venaient à devenir non plus l'exception combattue, mais une généralité acceptée, le capitalisme s'en trouverait restauré le plus "pacifiquement" du monde, par la transformation des

effectifs des appareils en membres d'une nouvelle classe exploiteuse détournant à son profit une partie de la production sociale. Ce que l'on a appelé la nomenklatura soviétique.

Comme le reconnaissent les historiens bourgeois sérieux, et comme nous l'avons déjà souligné dans d'autres écrits, sous Staline, cette nomenklatura n'a jamais pu se constituer comme classe sociale, du fait notamment des "purgés" sporadiques de l'appareil d'Etat et du Parti qui rendaient son existence précaire et périlleuse. A la mort de Staline, ces éléments ont par contre eu le champ libre et ont rapidement constitué une nouvelle classe exploiteuse à part entière régnant sur un capitalisme monopoliste d'Etat déguisé en "Etat de tout le peuple".

Pour autant, derrière cette réalité qui semble au premier abord justifier une forme de "culte de la personnalité" ou donner au moins une apparence de "totipotence" de Staline, se cache une réalité plus complexe.

Ce n'est pas pour rien si Staline fût pendant trois décennies le chef incontesté du PCUS (b) et de la révolution soviétique. Tout au long de cette période, il ne perdit en effet jamais de vue la nécessité de développer les rapports de production socialistes parallèlement au perfectionnement de la démocratie soviétique. De manière synthétique et chronologique, voici ses principales actions dans ce sens :

- l'industrialisation de l'URSS et la collectivisation des campagnes (1928-1937) qui ont haussé considérablement le niveau de conscience de la classe ouvrière et de la paysannerie soviétiques parallèlement à la hausse de leur niveau de vie.
- la consécration des acquis du socialisme dans la nouvelle constitution soviétique (1937) et l'appel au contrôle accru de l'activité des élus par la base pendant l'exercice de leur mandat, si besoin est par leur révocation.
- l'ouverture de perspectives nouvelles au cours de l'immédiate après-guerre, en particulier la réduction de la journée de travail à cinq heures afin d'accélérer la formation d'une main d'œuvre très hautement qualifiée.

Toutes ces actions auraient abouti à un perfectionnement redoutable du contrôle post-électoral sur l'ensemble des administrations et de l'appareil d'Etat et du Parti. Mais ces actions se sont heurtées à de multiples obstacles parmi lesquels 1° la mise à l'ordre du jour d'autres priorités au cours de l'invasion nazie et 2° la résistance latente opposée par les éléments dégénérés des appareils qui craignaient la mise en œuvre complète de ces mesures.

Comme le souligne justement Grover Furr, ces obstacles et contre-temps ont permis aux éléments qui voulaient se soustraire à ce contrôle de s'y soustraire effectivement en prétextant de dangers autrement plus imminents que le risque de bureaucratisation accéléré des appareils.

C'est dans ces conditions complexes que se sont produites les deux grandes vagues de lutte au sein des administrations du Parti et de l'Etat, d'abord au tournant des années 1937-1938, puis dans les années de l'immédiate après-guerre.

Au cours de celles-ci, Staline a systématiquement proposé le renforcement des mécanismes de contrôle des organes dirigeants par les larges masses travailleuses comme moyen d'empêcher la

constitution d'une nouvelle classe exploiteuse. Cette lutte n'a pas épargné le PCUS(b) et a même culminé en 1952 avec le remplacement de la dizaine de membres du Comité Central du Parti par un nouveau composé d'une vingtaine de membres.

Pourtant, ces luttes ne doivent pas être interprétées, comme le fait Grover Furr, comme une volonté de Staline de limiter les prérogatives du Parti sur toute la vie économique et sociale pour l'empêcher de se transformer en une nouvelle caste d'exploiteurs, mais comme un moyen de l'épurer de ses éléments dégénérés et donc de le renforcer.

Quand Staline insiste sur le fait que la constitution de 1937 devait permettre la présentation de plusieurs candidats, y compris sans-Parti (c'est-à-dire non membres du PCUS) c'est dans le double but de 1° dénicher les éléments "communistes" dégénérés qui font mal leur travail ou cherchent des privilèges et 2° de hausser encore le niveau de conscience et de vigilance politique des larges masses travailleuses tout en en promouvant les meilleurs éléments, y compris quand ils ne sont pas encore encartés.

Sans aucun doute, si ces mécanismes avaient pu être appliqués en URSS comme Staline a sans relâche cherché à le faire en s'appuyant sur son autorité et sur les éléments les plus dévoués à la défenses des intérêts des travailleurs, une nouvelle classe exploiteuse n'aurait pu se reconstituer au sein même des appareils d'Etat et du Parti et notre Histoire aurait été bien différente...

Mais au gré des luttes internes comme internationales, Staline n'a pu mener à son terme victorieux cette importante lutte intérieure. La faute sans aucun doute, comme nous l'avions déjà souligné, à la vague de décès suspects et prématurés qui ont frappé le PCUS (b) et d'autres partis communistes frères dans les années 1946-1952, des décès qui sont sans aucun doute à mettre sur le compte des éléments "communistes" dégénérés qui ont employé les moyens les plus désespérés pour différer ces réformes et éliminer leurs promoteurs.

Aujourd'hui, les communistes ne peuvent refaire l'Histoire. Ils peuvent seulement en tirer des leçons pour l'avenir, afin que la prochaine fois, les travailleurs n'aient pas à souffrir de nouveau de tels revers, preuve que les ennemis et fossoyeurs de l'intérieurs ne sont pas moins dangereux que ceux de l'extérieur.

V.G., pour l'OCF le 20/10/2013